

Mulhouse Alsace Agglomération
Direction Construction et Patrimoine
Service architecture
AMO : Bureau études aménagements

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE TRAVAUX

Stade de l'III

Réaménagement du terrain en gazon synthétique

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

2025T0050

Date limite de remise des plis

07/08/2025 à 11:30

1. OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Mulhouse Alsace Agglomération
Direction Construction et Patrimoine
Service architecture

Représentant : Mulhouse Alsace Agglomération

Adresse :

Maison du Territoire

9 avenue Konrad Adenauer

68390 Sausheim Cedex 9

Téléphone : 0389337979

Courriel : commande.publique-agglo@m2a.fr











Site internet : www.m2A.fr

■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Stade de l'III – Réaménagement du terrain en gazon synthétique**

Réaménagement complet du terrain en gazon synthétique y compris éclairage, clôtures et mobilier de jeux.

■ Caractéristiques principales du contrat :

	Objet du contrat	Stade de l'III – Réaménagement du terrain en gazon synthétique
	Acheteur	Mulhouse Alsace Agglomération
	Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
	Structure	3 lots
	Lieu d'exécution	Stade de l'III – 45 boulevard Stoessel 68100 Mulhouse
	Délai	Délai global : 4,5 mois – Date prévisionnelle de démarrage des travaux : octobre 2025 Délai de préparation : 1 mois pour chaque lot Délais d'exécution : Lot 1 : Tranche ferme : 3 mois – Tranche optionnelle 1 : 1 mois Tranche optionnelle 2 : 15 jours Lot 2 : Tranche ferme : 1 mois – Tranche optionnelle 1 : 15 jours Lot 3 : Tranche ferme : 2 semaines – Tranche optionnelle 1 : 2 semaines Clause environnementale
	Développement durable	
	Pénalités de retard	Lot 1 : 1500 € par jour calendaire de retard Lots 2 et 3 : 500 € par jour calendaire de retard
	Variation des prix	Révisables Cf CCAP
	Nature des prix	Prix unitaires

■ **Allotissement :**

La consultation est décomposée en 3 lots :








Objet
Lot n° 1 : VRD + Revêtement en gazon synthétique + Mobilier
Lot n° 2 : Eclairage de stade
Lot n° 3 : Clôtures

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ **Procédure de passation :**

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

■ **Déroulé de la procédure et planning indicatif :**

	Publication de la consultation	juillet 2025
	Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat	août 2025
	Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs	août 2025
	Analyse des offres, négociation, demandes de précisions éventuelles	août 2025
	Classement des offres et attribution du contrat	août 2025
	Information des candidats non retenus	août 2025
	Signature et notification du contrat	août 2025

■ **Modalités de retrait du dossier de consultation :**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/> 2025T0050

■ **Dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Règlement de la consultation
- Acte d'engagement par lot
- CCAP commun aux 3 lots
- CCTP par lot
- Plan de situation commun aux 3 lots
- Lot 1
 - BPU-DQE tranche ferme
 - BPU-DQE tranche optionnelle 1
 - BPU-DQE tranche optionnelle 2
 - Plan de masse tranche ferme
 - Plan de masse tranche optionnelle 1
 - Plan de masse tranche optionnelle 2

Lot 2

- BPU-DQE tranche ferme
- BPU-DQE tranche optionnelle 1
- Plan d'éclairage tranche ferme
- Plan d'éclairage tranche optionnelle 1

Lot 3

- BPU-DQE tranche ferme
- BPU-DQE tranche optionnelle 1
- Plan de masse tranche ferme
- Plan de masse tranche optionnelle 1

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ **Réponse et groupement :**

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres pour un même lot, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 180 Jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Visite facultative sur site :**

Les candidats peuvent se rendre sur site afin d'affiner leur offre et d'évaluer au mieux les sujétions particulières liées à l'exécution de la prestation. Deux créneaux de visite sont proposés :

- mardi 15 juillet 2025 à 14 H 00
- mardi 22 juillet 2025 à 14 H 00.

Pour toute demande portant strictement sur les visites, veuillez adresser votre demande à M. Claude ACKERMANN : claude.ackermann@vmulhouse-alsace.fr

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ **Variante :**

Le pouvoir adjudicateur autorise la présentation d'une variante par lot et par candidat. La variante doit faire l'objet d'une offre distincte. Les candidats doivent détailler la spécification et les répercussions financières de la variante présentée. Le candidat devra obligatoirement répondre à l'offre de base.

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/2025T0050>

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Nom de l'entreprise – N° de l'affaire + Nom de l'affaire – NE PAS OUVRIR – COPIE DE SAUVEGARDE

Pour les remises en main propre :

Mulhouse Alsace Agglomération
Commande Publique
33 avenue de Colmar 68100 Mulhouse

Pour les envois postaux ou via des services de messagerie :

Mulhouse Alsace Agglomération
Commande Publique
9 rue Konrad Adenauer
BP 30100 - 68393 Sausheim Cedex 9

Il est porté à l'attention des candidats, que la remise de la copie de sauvegarde doit impérativement s'effectuer dans la durée réglementaire de la consultation initiale. Toute copie de sauvegarde reçue après la date et heure de remise des plis électroniques sera rejetée.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire par voie papier.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

■ Contenu des plis :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Assurances	Assurance permettant d'assurer sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers
Certificats de qualité	Des certificats de qualité attestant que l'opérateur économique se conforme à certaines normes d'assurance de qualité
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Moyens humains	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du

Document	Descriptif
	personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Moyens techniques	Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
Qualifications professionnelles	Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)
Risques professionnels	Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels
Références travaux	Liste de travaux exécutés (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, montant, époque, lieu d'exécution

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants (pour chaque lot) :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	Acte d'engagement
BPU-DQE	Bordereau des prix unitaires – Devis quantitatif estimatif par tranche
Mémoire technique	Mémoire technique à produire par le candidat
Fiches techniques	Fiches techniques de matériels proposés

Dans **un souci de traitement rapide du dossier**, et sans que leur absence puisse justifier le rejet de l'offre, les soumissionnaires sont informés que l'Acheteur souhaite la production des éléments ci-après

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFiP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales (attestation de - de 6 mois).
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise (attestation de - de 6 mois).
Extrait KBIS	Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion (extrait de - de 3 mois). La Communication du n° SIREN de l'entreprise peut se s'y substituer.
Assurance	Attestation d'assurance responsabilité professionnelle en cours de validité.
Le cas échéant :	
Liste des travailleurs étrangers	Liste nominative des travailleurs étrangers (Document de - de 6 mois).
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés

4. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de sélection des candidats :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Garanties professionnelles et financières	Garanties professionnelles et financières
2. Garanties techniques	Garanties techniques

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Lot 1 : VRD – Revêtement gazon synthétique - Mobilier

Critère	Complément
1. Valeur technique (60 %)	La valeur technique sera appréciée sur la base du mémoire technique, incluant les fiches techniques des produits proposés, au regard de la pertinence de la nature et de la qualité du revêtement synthétique proposé (sous-couche, remplissage, fibres, etc...) et de la qualité des accessoires sportifs présentés
2. Prix (40 %)	Le critère prix sera apprécié au regard du montant total du DQE

Lot 2 : Eclairage de stage

Critère	Complément
1. Valeur technique (60 %)	La valeur technique sera appréciée sur la base du mémoire technique, incluant les fiches techniques des produits proposés, au regard de la pertinence de la nature et de la qualité du matériel proposé (mâts, projecteurs, armoires et boîtiers etc...)
2. Prix (40 %)	Le critère prix sera apprécié au regard du montant total du DQE

Lot 3 : Clôtures

Critère	Complément
1. Valeur technique (60 %)	La valeur technique sera appréciée sur la base du mémoire technique, incluant les fiches techniques des produits proposés au regard de la pertinence de la nature et de la qualité du matériel proposé (clôtures, poteaux, pare-ballons, accessoires de pose, etc...)
2. Prix (40 %)	Le critère prix sera apprécié au regard du montant total du DQE

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et négociation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande négociation.

■ Négociations :

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales les plus pertinentes, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées avec l'ensemble des candidats à l'issue de l'analyse des offres initiales.

Elles seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites de manière dématérialisée sur le profil acheteur exclusivement. Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

■ Justificatifs à fournir par l'attributaire :

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir dans un délai court, fixé par le courrier de l'offre retenue, les documents suivants :

Document	Descriptif
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Extrait KBIS	Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Voies et délais de recours

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;

- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal Administratif de Strasbourg
31 avenue de la Paix
67070 Strasbourg
Téléphone : 03 88 21 23 23
Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr
Site internet : strasbourg.tribunal-administratif.fr

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : 00 ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)